

5° A la surveillance médicale définie au titre II du livre VI de la quatrième partie.

Titre III : Activités de services à la personne

Chapitre Ier : Champ d'application.

L. 7231-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les services à la personne portent sur les activités suivantes :

- 1° La garde d'enfants ;
- 2° L'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou aux autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile ;
- 3° Les services aux personnes à leur domicile relatifs aux tâches ménagères ou familiales.

[service-public.fr](#)

- > Quelles sont les activités de services à la personne et comment y recourir ? : Activités relevant des services à la personne (article L7231-1)
- > Organisme de services à la personne : agrément et autorisation de déclaration : Code du travail : articles L7231-1 à L7231-2
- > Un particulier peut-il payer un auto-entrepreneur par Cesu préfinancé ? : Activités relevant des services à la personne

L. 7231-2

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Des décrets précisent :

- 1° Le contenu des activités de services à la personne mentionnées à *l'article L. 7231-1* ;
- 2° Un plafond en valeur ou en temps de travail des interventions à domicile permettant aux activités figurant dans le décret prévu au 1° de bénéficier des dispositions du présent titre.

[service-public.fr](#)

- > Quelles sont les activités de services à la personne et comment y recourir ? : Activités relevant des services à la personne (article L7231-1)
- > Organisme de services à la personne : agrément et autorisation de déclaration : Code du travail : articles L7231-1 à L7231-2
- > Un particulier peut-il payer un auto-entrepreneur par Cesu préfinancé ? : Activités relevant des services à la personne

Chapitre II : Déclaration et agrément des organismes et mise en œuvre des activités

Section 1 : Déclaration et agrément des organismes

L. 7232-1

LOI n°2010-853 du 23 juillet 2010 - art. 31 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute personne morale ou entreprise individuelle qui exerce les activités de service à la personne mentionnées ci-dessous est soumise à agrément délivré par l'autorité compétente suivant des critères de qualité :

- 1° La garde d'enfants au-dessous d'une limite d'âge fixée par arrêté conjoint du ministre de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;